

Mistral : François Hollande ridiculise la France

Extrait du blog de Jean-Luc Mélenchon, le 14 novembre 2014

La France aurait dû livrer aujourd'hui à la Russie un premier navire Mistral sur lequel 400 marins russes se sont formés à Saint-Nazaire depuis plusieurs mois.

François Hollande ridiculise la France en empêchant cette livraison.

Il parle de « conditions non réunies » concernant l'Ukraine, sans que ces conditions n'aient jamais été précisées. Cette diplomatie floue et hypocrite n'est que le paravent de l'alignement odieux de notre pays sur la politique guerrière des États-Unis contre la Russie.

Ce retard de livraison expose le pays à un nouveau gâchis financier et industriel. Ce nouveau coup pourrait être fatal aux chantiers de Saint-Nazaire. Il ruine la réputation de l'armement français pour tous ceux qui se tournent vers lui dans le but de conserver leur indépendance et de se soustraire à la domination des Empires.

Le refus français serait une trahison de la parole donnée. La France doit honorer le contrat signé avec la Russie. Elle doit plus que jamais renouer avec la Russie les relations d'amitié qui ont fait notre force commune dans l'Histoire.

L'Ukraine, nouvelle frontière américaine

Extrait du blog de Jean-Luc Mélenchon, le 25 février 2014

Ukraine. Cette fois-ci c'est un putsch ! Et une nouvelle fois, la propagande tourne à plein régime et c'est bien normal. L'enjeu géopolitique est énorme. L'offensive contre la Russie que mènent les Nord-américains, Manifestation contre la privatisation du rail en compétition avec les allemands, bat son plein. Comme d'habitude dorénavant, la France n'a pas de politique indépendante, sauf d'ineptes gesticulations « pour la paix et le dialogue » opportunément dosées pour servir toujours le même camp : celui choisi par les Allemands ou les Nord-américains. Il faut se demander si Fabius n'est pas parti si vite de Kiev parce qu'il s'attendait au putsch. Car le fait est que ses bonnes paroles et celle de son collègue allemand peuvent être considérées comme des appoints de la préparation du putsch. Soit-disant venu pour trouver « une conciliation », les deux enfumeurs ont surtout réussi à faire admettre que le pouvoir n'était pas légitime et devait passer devant les urnes. Le lendemain, le coup d'Etat avait donc l'air d'une formalité, d'une anticipation. Le « Journal du Dimanche » pousse l'audace jusqu'à titrer et illustrer sa une avec la corrompue Ioulia Timochenko, icône de la presse occidentale, affairiste pourrie jusqu'à la moelle. La voici dorénavant auréolée d'un « Ioulia, la voix de la liberté ». C'est incroyable ! Un peu comme si les Balkans étaient à l'Élysée après une nuit d'émeute de l'extrême droite. L'ampleur d'une telle manipulation souligne la force des enjeux.

La violence atlantiste de la diplomatie de Hollande, alignée sur la droite des États-Unis, a déjà été démontrée en Syrie. On se souvient des appels à la guerre sainte pour la démocratie, lancée par Hollande et Fabius. Les djihadistes ont répondu à l'appel ; mais ce n'est pas ce qui était prévu... Mais on se souvient aussi que, malgré toutes les mises en garde, Fabius et Hollande avaient déjà volontairement occulté la nature violemment islamiste de l'opposition armée syrienne. Il est vrai que celle-ci disposait d'un sauf-conduit bien apprécié par le gouvernement actuel comme par le précédent : son financement par le Qatar et l'Arabie saoudite. Ces deux pays, il est vrai, étaient déjà

des clients par ailleurs déjà concernés de près par le déclenchement de la guerre en Lybie ! Comment oublier que le PS en Tunisie participe à un gouvernement avec les islamistes ? L'atlantisme a des voies décidément très dangereuses. Manifestation contre la privatisation du rail. Où est l'intérêt de notre pays dans cette attitude ? De qui notre diplomatie est-elle devenue le bras armé ?

Avec ce cas Ukrainien, nous voici revenus au sommet de la vague des manipulations des opinions. Ici, il s'agit de valider un coup de force dont l'unique contenu est l'hostilité à la Russie. En France, comme d'habitude, pour connaître en direct le sens du vent d'ouest, observez les voiles du vaisseau amiral de la presse sous influence nord-américaine : « Le Monde ». Celui-ci ressort le grand jeu ! Il n'en finit plus de mettre en scène le Disneyland du bien et du mal qui lui tient lieu de récit géopolitique. Entendons-nous bien : la mise en cause du gouvernement Ianoukovitch est fondée. La corruption, le surplace économique et tout le saint frusquin des « démocraties » issues de la fin du « camp socialiste » à l'est sont insupportables. Mais ce n'est pas une raison pour encenser l'opposition, mentir sur son identité, amnistier des criminels et des délinquants, tout cela pour participer à une manœuvre contre la Russie contraire aux intérêts de la France. Le même scénario s'était observé quand on avait vu les mêmes belles consciences encenser le gouvernement totalitaire géorgien parce qu'il venait d'attaquer les enclaves russophones de son pays. C'était pourtant le jour même de l'ouverture des jeux.

En Ukraine, la kleptocratie était tout autant au pouvoir sous l'équipe libérale "pro-Europe" au pouvoir auparavant. Loulia Timochenko, soi-disant voix de la liberté, était en prison pour des détournements de fonds exactement comme son mari l'était aux Etats-Unis pour fraude fiscale. On verra très bientôt qu'il ne suffit pas que les Mickeys des médias inventent une figure tutélaire pour que les rudes barbares qui agissent en veillent et pour que les princes charmants soient d'accord. Les combattants prétendent « indépendantistes », « pro-Europe », c'est-à-dire le gros de ceux qui ont affronté réellement la police de Kiev en première ligne et ratonnent dans les rues de Lviv à Kiev sont politiquement très clairement identifiables. Les prétendus partis de la « liberté » et de « l'Europe » sont des partis qui s'affichaient encore il y a peu comme des partis de la plus extrême droite. Tel ce « Svoboda », ex-Parti National-Socialiste d'Ukraine ! Leurs partisans se sont déchaînés. On a vu le retour des pogroms antisémites comme dernièrement à la sortie d'une synagogue du quartier de Kiev de Podil. Mais les attaques contre les musulmans ne se comptent plus non plus ! C'est dans cette ambiance que fut révélée le contenu de la conversation où l'on entendit la secrétaire d'Etat nord-américaine faire son commentaire sur l'action des allemands et parler comme si elle s'apprêtait à désigner les membres du prochain gouvernement ukrainien !

Mais ceux qui, en Europe et aux Etats Unis valident les putschs et les insurrections, nous préparent des lendemains furieux d'un bout à l'autre du continent. La Russie ne va pas se laisser faire. C'est bien normal. Le peuple Ukrainien non plus. Sa fraction saine, débarrassé de la tutelle des corrompus qui s'étaient imposés comme leur porte-parole et leur gouvernement, va reprendre l'initiative. On peut donc compter sur une mise en cause populaire de l'extrême droite putschiste qui ce soir tient le haut du pavé aux acclamations de « l'Occident ». Le danger vient de la violence que tout cela peut déclencher et du risque de partition du pays que l'offensive « occidentale » peut provoquer. Sans oublier les traditionnels effets de dominos.

L'Ukraine, gouffre de la raison politique

Extrait du blog de Jean-Luc Mélenchon du 23 avril 2014

Les Etats-Unis et l'Europe, dans leur sillage, sont engagés en Ukraine dans une stratégie d'engrenage absurde face à la Russie. Comment comprendre l'ingérence permanente des Etats-Unis dans le dossier ukrainien, pourtant si éloigné de ses frontières, alors que l'Europe directement mitoyenne est censée s'en préoccuper au premier chef ? Chaque semaine un nouveau dirigeant états-unien se déplace pour soutenir le gouvernement provisoire de Kiev auquel participent, comme on le sait, plusieurs néo-nazis hier dénoncés par le Parlement européen lui-même. Et quels visiteurs ! Le directeur de la CIA, John Brennan, était ainsi en voyage officiel à Kiev les 12 et 13 avril. Il a été suivi le 22 avril par le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden. Cet activisme est délibéré. Il ne résulte d'aucune légalité internationale ni d'aucun intérêt légitime des USA dans cette zone. Les USA rejouent ainsi un lamentable scénario de guerre froide sans objet ni but d'action rationnels. Il s'inscrit dans la droite ligne de leur stratégie pour faire adhérer à l'OTAN tous les anciens pays du bloc de l'Est, en totale contradiction avec la lettre du Traité de l'Atlantique Nord. Cela a commencé en 1999 avec l'adhésion de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque. Cela a continué avec l'adhésion en 2004 de la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et les trois pays baltes directement à la frontière russe. Cela s'est poursuivi en 2009 avec l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie. Le projet d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN soumis au Parlement ukrainien par le nouveau pouvoir de Kiev vise à parachever ce plan états-unien. Il est clairement dirigé contre la Russie. Pourquoi ? Pourquoi la Russie prend-elle ce statut d'adversaire ? Où est l'intérêt européen dans cette affaire ? Et l'intérêt français ? On nous dit « la cause c'est le régime Poutine ». Je me demande bien pourquoi. Mais admettons. Dans ce cas, que dire de l'Arabie saoudite, du Qatar et de je ne sais combien de régimes de cette sorte que les mêmes cajolent sans trêve ? Et si la Russie est traitée en adversaire, comment s'étonner qu'elle réagisse et utilise toutes les situations pour rétablir le rapport de force que lui imposent les Etats-Unis ? Ce que je dis là ne comporte pas d'appréciation sur la légitimité de l'action mais sur sa logique. Qui pouvait croire que la Russie se laisserait agresser sans rien faire pour faire reculer un adversaire qu'elle n'a pas souhaité ?

Alors qu'elle devrait être une force d'apaisement dans cette escalade, l'Europe met de l'huile sur le feu. Elle l'a encore fait la semaine dernière, lorsque le Conseil des ministres des Affaires étrangères des 28 a sommé la Russie de retirer ses troupes stationnées à la frontière avec l'Ukraine. Comment l'Europe peut-elle ainsi prétendre régenter le déploiement de l'armée russe sur son propre territoire ? Pourquoi l'Europe n'enquête-t-elle pas, à l'inverse, sur la présence suspectée en Ukraine de soldats des sociétés militaires privées états-uniennes DynCorp et Greystone Limited, ne parlant ni le russe ni l'ukrainien, mais en uniforme ukrainien ? Pourquoi ne s'alarme-t-elle pas que l'essentiel des victimes tuées dans les heurts des dix derniers jours soient des militants pro-russes ? Pourquoi ne dénonce-t-elle pas l'intégration sous uniforme ukrainien des milices ultra-nationalistes de Pravyi Sektor ? Pourquoi ne s'émeut-elle pas que des membres du pouvoir de Kiev appellent à mobiliser les cadets des lycées militaires (entre 15 et 18 ans) alors que l'UE est d'habitude si prompte à dénoncer les enfants soldats ? Pourquoi ne s'étonne-t-elle pas que des unités entières de l'armée ukrainienne (des unités parachutistes et blindées s'ajoutant désormais aux unités marines refusant l'autorité du gouvernement de Kiev) préfèrent désertre plutôt que de réprimer dans le sang les manifestations pro-russes ? Au lieu de ça, le Parlement européen a encore voté le 17 avril une résolution nuisible qui « prie

instamment le Conseil et la Commission d'aider le gouvernement de Kiev ». Ce gouvernement est composé comme on le sait de ministres néo-nazis membres du parti Svoboda. Je rappelle que c'est le même Parlement qui, le 13 décembre 2012, appelait « les partis démocratiques siégeant au Parlement ukrainien à ne pas s'associer avec le parti Svoboda, ni à approuver ou former de coalition avec ce dernier » !

L'alignement de François Hollande sur la politique internationale des Etats-Unis a rendu la France largement inaudible dans la crise ukrainienne. Alors que la France est une amie historique de la Russie, sa position aurait pu peser fortement en faveur de l'apaisement. Au lieu de ça, nous avons découvert avec stupeur que plusieurs navires de guerre français sont arrivés il y a peu en mer Noire dans le sillage de la flotte états-unienne. J'ai été, le 17 avril, le premier parlementaire français à m'étonner de la présence de ces navires français et à demander publiquement des explications au gouvernement. J'attends toujours cette réponse. Alors que le gouvernement a ainsi engagé notre armée dans une escalade absurde contre la Russie, ni les parlementaires ni les citoyens n'en sont informés. Le service d'information des armées a certes concédé à l'AFP la présence du navire de renseignement Dupuy de Lôme. Celui-ci est entré en mer Noire dans le sillage du destroyer états-unien USS Donald Cook. Nous avons aussi découvert via les signalements qu'en effectuent les Etats côtiers de la mer Noire, la présence de la frégate Alizé utilisée par les commandos du service action de la DGSE. Pour compléter ce dispositif, se trouvent dans les parages la frégate Dupleix et le pétrolier ravitailleur Var. Tout cela manifeste des intentions opérationnelles inquiétantes vis à vis de la Russie. Ces navires n'évoluent pas, en effet, habituellement en mer Noire.

Le seul prétexte qui pourrait être invoqué pour justifier leur présence est le rattachement à l'opération méditerranéenne de l'OTAN Active Endeavor. Lancée depuis 2001 cette opération a pour objectif la "neutralisation des groupes terroristes" et la "recherche des armes de destruction massive". Aucun rapport avec la crise ukrainienne et la Russie donc. Cette surenchère militaire française dans le sillage des Etats-Unis est une erreur politique. Je la condamne. Elle est absolument contraire aux intérêts de notre pays et à la nature de nos relations avec la Russie. La gêne du ministre à répondre et la concession faite d'une information incomplète posent gravement problème. On mesure de nouveau l'inconvénient d'avoir des médias si serviles dès qu'il s'agit de politique étrangère mettant en cause les Etats-Unis d'Amérique. La multiplication des provocations contre la Russie ne peut que conduire au pire. J'ai donc demandé le retrait immédiat des navires français présents en mer noire. Notre flotte a beaucoup à faire ailleurs, en particulier pour surveiller l'immensité du domaine maritime national, qui manque cruellement de moyens. Suis-je assez clair ? Pour moi, la France n'est pas l'ennemie de la Russie et doit se comporter avec elle en partenaire.

Afin d'éclairer ce qui se passe dans l'est de l'Ukraine, je veux aussi rappeler quelques réalités démographiques et économiques largement invisibles dans le traitement médiatique actuel de la crise ukrainienne. Le déclencheur des tensions en Crimée puis dans 3 provinces (oblasts) de l'est de l'Ukraine a été l'annonce par le nouveau gouvernement de Kiev de la suppression du russe comme langue officielle du pays aux côtés de l'ukrainien. Or, le russe est parlé au quotidien par 70 % des Ukrainiens et même 85 % d'entre eux dans les régions de l'est du pays. Même en terme de nationalités, le destin des russes et des ukrainiens est indéfectiblement lié : 17 % des habitants de l'Ukraine sont russes et ce chiffre monterait même à 40 % selon les estimations des bi-nationaux, très nombreux. La volonté des nationalistes actuellement au pouvoir à Kiev de construire une identité nationale ukrainienne sur des critères ethnolinguistiques est donc une illusion dangereuse. Au-delà de

ce déclencheur linguistique des tensions, celles-ci sont alimentées par des enjeux économiques encore plus profonds. Le gouvernement provisoire de Kiev a décidé, par idéologie, de rompre la plupart des accords politiques, économiques et commerciaux qui liaient l'Ukraine avec la Russie. Or, les trois régions de l'Est, Donetsk, Louhansk et Dnepropetrovsk, constituent le poumon industriel de l'Ukraine. Et l'essentiel de leur activité est tournée vers la Russie, tant en raison des exportations qu'en raison des investissements effectués. Par exemple, le bassin houiller du Donbass, où se concentrent actuellement les troubles, est commun avec la Russie et pèse 27 % du PIB de l'Ukraine à lui tout seul, non seulement sous forme de mines mais aussi de métallurgie et d'industrie chimique. Moins troublée, la région de Dnepropetrovsk est également fortement liée à la Russie puisqu'elle concentre l'essentiel de la production héritée de l'URSS en matière de pipelines, de ferroviaire et surtout d'industrie spatiale. C'est là, par exemple, qu'est fabriqué le lanceur spatial russe Zenith, par une société détenue par le géant russe de l'espace RKK.

Pour toutes ces régions et leurs travailleurs, rompre avec la Russie signifie mourir économiquement. Leur défiance face au gouvernement de Kiev ne résulte donc pas tant d'un nationalisme pro-russe, qui reste minoritaire dans ces régions, que d'une défense éclairée de leurs intérêts économiques et sociaux. Car, bien sûr, le gouvernement de Kiev n'a pas la moindre stratégie de développement économique en dehors de la mise sous perfusion des emprunts du FMI et des aides de l'UE. En matière linguistique comme en matière économique, la politique actuelle de Kiev, soutenue par l'UE, de rupture avec la Russie est donc un non sens. Il n'y a pas d'avenir intelligent pour l'Ukraine sans coopération constructive avec la Russie. Et pour nous, les Européens en général, nous n'avons rien à gagner à voir ce genre de bagarres se dérouler sur le terrain où se trouve la centrale de Tchernobyl et sept autres centrales en aussi piteux état. La confrontation avec les Russes est une bêtise, une faute, et, maintenant, cela commence à être un crime.